GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1876 — ROMA — SABATO 29 GENNAIO — NUM. 23

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno »	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA . . . . . . L.	9	17	32
	Per tutto il Reg. »	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via dei Lucchesi, n° 4; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Ufizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Num. **2892** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il Nostro decreto 7 agosto 1874, n. 2032;

Visto l'altro Nostro decreto del 5 dicembre 1875, che scioglie la Commissione di antichità e belle arti di Palermo;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. È instituita in Siracusa una Commissione conservatrice dei monumenti e delle opere d'arte di quella provincia, colle facoltà ed incumbenze stabilite dal decreto 7 agosto 1874.

Art. 2. Detta Commissione sarà composta di quattro commissari, due eletti dal Governo e due dal Consiglio provinciale, oltre il prefetto che ne sarà il presidente, il quale nominerà un impiegato della Prefettura a compiere l'ufficio di segretario.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 dicembre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

R. BONGHI.

Il N. **2896** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto appresso:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione fra l'Italia e i Paesi Bassi, intesa a regolare l'ammissione e le prerogative dei Nostri agenti consolari nelle Colonie Neerlandesi, firmata all'Aja il 3 agosto 1875, e le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 3 dicembre dello stesso anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 dicembre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione speciale relativa all'ammissione dei consoli d'Italia nei porti principali delle Colonie Neerlandesi essendo stata conchiusa tra l'Italia ed i Paesi Bassi, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta all'Aja addì 3 agosto del corrente anno milleottocentosettantacinque;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas voulant resserrer les liens d'amitié existant entre le Royaume des Pays-Bas et celui d'Italie, et assurer aux relations de commerce si heureusement établies entre les deux Nations le développement le plus ample possible, a, pour atteindre ce but et pour satisfaire à un désir exprimé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, consenti à admettre des consuls d'Italie dans les principaux ports des Colonies Néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une Convention spéciale, qui détermina d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces consuls dans les dites Colonies.

A cet effet

Sa Majesté le Roi d'Italie,

A nommé monsieur le chevalier Joseph Bertinatti, grand-officier des Ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas; et

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

Monsieur Pierre Joseph Auguste Marie van der Does de Willebois, commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, grand-officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, etc., etc., son ministre des affaires étrangères; et le baron Guillaume van Golt-

stein, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., son chambellan et ministre des Colonies.

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art 1. Des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires italiens seront admis dans tous les ports des possessions d'outre mer ou Colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires italiens sont considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire. Ils seront sujets aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente Convention établit en leur faveur.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, doivent produire une Commission en due forme au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exéquatur, qui sera aussi promptement que possible contresigné par le Gouverneur de la Colonie, les dits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement, et à l'assistance des autorités locales, pour le libre exercice de leurs fonctions. Le Gouvernement, en accordant l'exéquatur, se réserve la faculté de le retirer ou de le faire retirer par le Gouverneur de la Colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur Gouvernement, avec l'inscription: « Consulat ou vice-consulat d'Italie ».

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Art. 5. Il est néanmoins entendu, que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Toute demande à adresser au Gouvernement Néerlandais devra avoir lieu par l'entremise de l'agent diplomatique résidant à La Haye.

A défaut de celui-ci et en cas d'urgence, le consul général, consul ou vice-consul peut faire lui-même la demande au Gouverneur de la Colonie prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités seraient restées sans effet.

Art. 7. Les consuls généraux et les consuls ont la faculté de nommer des agents consulaires dans les ports mentionnés à l'article 1er.

Les agents consulaires pourront être indistinctement des sujets Néerlandais, des Italiens ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant, aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port où l'agent consulaire sera nommé. Ces agents consulaires dont la nomination sera soumise à l'approbation du Gouverneur de la Colonie, seront munis d'un brevet délivré par le consul sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

Le Gouverneur de la Colonie peut en tout cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul général ou consul les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Art. 8. Les passeports délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade, ne dispensent nullement de se munir de tous les actes requis par les lois locales pour voyager ou s'établir dans les Colonies. Au Gouverneur de la Colonie est réservé le droit de défendre le séjour dans la Colonie, ou d'ordonner la sortie de l'individu, auquel serait délivré un passeport.

Art. 9. Lorsqu' un navire Italien viendra à échouer sur le côtes d'une des Colonies Néerlandaises, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra, en l'absence ou du consentement du capitaine, toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire les autorités Néerlandaises du lieu où le navire aura échoué, prendront les mesures prescrites par les lois de la Colonie.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent, pour autant que l'extradition des déserteurs des navires italiens marchands ou de guerre, a été stipulée par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires; ils s'adresseront à cet effet aux fonctionnaires compétents et réclameront les dits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage, ou par tout autre document authentique, que les individus réclamés faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière, l'extradition sera accordée. Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent, afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtes seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires, et pourront être écroués dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres navires de la même nation. Mais si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 11. Lorsqu'un sujet italien vient à décéder sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités Néerlandaises, chargées selon les lois de la Colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires d'Italie ont en cette qualité, pour autant que la législation italienne le permet, le droit d'être nommés arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires italiens et ce sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite du capitaine ou des équipages n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne requièrent l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité.

Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnaît ce droit.

Art. 13. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont point sujets des Pays-Bas, qui au moment de leur nomination ne sont point établis comme habitants dans le

Royaume des Pays-Bas ou ses Colonies, et qui n'exercent aucune fonction, profession ou commerce outre leurs fonctions consulaires, sont, pour autant qu'en Italie les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls généraux, consuls et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de plus de toutes les impositions publiques ou municipales, qui seraient considérées comme étant d'une nature personnelle.

Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane au autres impôts indirects ou réels.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, qui ne sont point indigènes ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient conjointement avec leurs fonctions consulaires une profession ou un commerce quelconque, sont tenus de supporter et de payer, comme les sujets néerlandais et autres habitants, les charges, impositions et contributions.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires, conférées par le Gouvernement italien, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Art. 14. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires italiens jouiront de tous les autres priviléges, exemptions et immunités dans les Colonies Néerlandaises, qui pourraient par la suite être accordés aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 15. La présente Convention restera en vigueur pendant cinq ans à partir de l'échange des ratifications lequel aura lieu dans le délai de quatre mois ou plus tôt si faire se peut.

Dans le cas où ni l'une, ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à rester en vigueur pendant encore un année à partir du jour où l'une des deux Parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à La Haye, le troisième jour du mois d'août de l'an de grâce mil huit cent soixante-quinze.

(L. S.) C. J. Bertinatti.
(L. S.) P. D. Willebois.
(L. S.) G. van Golstein.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione speciale, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze, addì ventiquattro del mese di novembre l'anno del Signore milleottocentosettantacinque, vigesimosettimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Visconti-Venosta.

Il Num. **2909** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Veduta la legge in data del 23 dicembre 1875, n. 2836 (Serie 2ª), colla quale fu approvato lo stato di prima previsione della spesa per l'anno 1876;

Veduta la legge in data del 27 maggio ultimo scorso, numero 2779, sulla instituzione delle Casse di Risparmio postali e di modificazione alla legge 17 maggio 1863 sulla Cassa Depositi e Prestiti;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro delle Finanze,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Art. 1. Il ruolo organico per il personale del Ministero delle Finanze, della Direzione Generale del Debito Pubblico, della Cassa dei Depositi e Prestiti e della Cassa Militare è stabilito in conformità della unita tabella, vista d'ordine Nostro dal Ministro delle Finanze.

Art. 2. La ripartizione degli impieghi indicati in questo ruolo fra i vari uffici del Ministero sarà fatta con decreto del Ministro delle Finanze.

Art. 3. Per la sistemazione del personale della Direzione Generale del Debito Pubblico e delle Amministrazioni annesse da compenetrarsi in questo nuovo ruolo organico, saranno osservate le disposizioni contenute negli articoli 3, 4, 5 e 9 del Nostro decreto in data 26 marzo 1874, n. 1866.

Art. 4. Agli applicati della Direzione Generale del Debito Pubblico e delle Amministrazioni annesse che fossero collocati negli impieghi di 3ª categoria, è fatta facoltà a tutto l'anno 1877 di concorrere agli esami per i posti di segretario e di ragioniere, in conformità dell'articolo 7 del Nostro decreto del 31 ottobre 1871, n. 518.

Art. 5. I posti di ufficiale di 3ª classe saranno conferiti mediante esame d'idoneità, secondo le norme da stabilirsi con decreto del Ministro delle Finanze.

A questo esame saranno ammessi per la prima volta esclusivamente gli scrivani giornalieri che si trovino da due anni almeno in servizio della Direzione Generale del Debito Pubblico.

Sono dispensati dall'esame gli impiegati in disponibilità e quelli appartenenti ad altri uffizi finanziari.

Art. 6. Le funzioni di economo tanto presso l'Amministrazione del Debito Pubblico, quanto per la Cassa Depositi saranno distintamente affidate a due impiegati di ruolo all'uopo delegati per decreto del Ministro delle Finanze.

All'impiegato delegato per le funzioni di economo per l'Amministrazione del Debito Pubblico è mantenuto l'obbligo della cauzione determinata dall'art. 2 del Nostro decreto 29 settembre 1872, n. 1043.

Quello che sarà delegato per le funzioni di economo per l'Amministrazione della Cassa Depositi e Prestiti dovrà, per gli effetti del suo ufficio, somministrare una cauzione non minore di lire ottocento, nelle forme determinate dal Nostro decreto 8 giugno 1873, n. 1447.

Art. 7. Gli impiegati della Direzione Generale del Debito Pubblico e delle Amministrazioni annesse che, per effetto del presente ordinamento, non potessero essere confermati in impiego, saranno collocati in disponibilità a termini della legge 11 ottobre 1863, n. 1500.

Art. 8. Per il servizio dei depositi effettuati sino al 31 dicembre 1875 sarà instituito un uffizio temporaneo di stralcio alla dipendenza del direttore generale del Debito Pubblico.

Art. 9. Queste disposizioni avranno effetto dal 1° di gennaio del corrente anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei

decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 gennaio 1876.

VITTORIO EMANUELE.

M. MINGHETTI.

RUOLO *organico del Ministero delle Finanze.*

		Stipendio individuale	Spesa complessiva
1	Ministro	20,000	20,000
	Impieghi di 1ª categoria.		
1	Segretario generale	8,000	8,000
6	Direttori generali	8,000	48,000
9	Ispettori generali	6,000	54,000
17	Capi divisione di 1ª classe	6,000	102,000
17	Id. di 2ª classe	5,000	85,000
5	Ispettori centrali di 1ª classe	5,000	25,000
2	Id. di 2ª classe	4,500	9,000
19	Capisezione di 1ª classe	4,500	85,500
37	Id. di 2ª classe	4,000	148,000
65	Segretari di 1ª classe	3,500	227,500
70	Id. di 2ª classe	3,000	210,000
65	Id. di 3ª classe	2,500	162,500
140	Vicesegretari di 1ª classe	2,000	280,000
142	Id. di 2ª classe	1,500	213,000
	Impieghi di 2ª categoria.		
1	Ragioniere generale	8,000	8,000
4	Capi ragionieri di 1ª classe	6,000	24,000
5	Id. di 2ª classe	5,000	25,000
2	Ispettori di ragioneria di 1ª classe	5,000	10,000
3	Id. di 2ª classe	4,500	13,500
10	Ragionieri capisezione di 1ª classe	4,500	45,000
16	Id. di 2ª classe	4,000	64,000
27	Ragionieri di 1ª classe	3,500	94,500
32	Id. di 2ª classe	3,000	96,000
33	Id. di 3ª classe	2,500	82,500
72	Computisti di 1ª classe	2,000	144,000
85	Id. di 2ª classe	1,500	127,500
	Impieghi di 3ª categoria.		
8	Archivisti capi	4,000	32,000
12	Archivisti di 1ª classe	3,500	42,000
13	Id. di 2ª classe	3,000	39,000
39	Id. di 3ª classe	2,500	97,500
65	Ufficiali di 1ª classe	2,000	130,000
93	Id. di 2ª classe	1,500	139,500
165	Id. di 3ª classe	1,200	198,000
1	Cassiere del Debito Pubblico	6,000	6,000
1282			3,095,500

Aumento di stipendio ai capi ragionieri	7,000
Aumento di stipendio al capo ragioniere della Cassa Militare	500
Indennità all'incaricato delle funzioni di economo del Debito Pubblico	500
Indennità a quello della Cassa Depositi e Prestiti	200
Aumento di stipendio al contabile del portafoglio del Tesoro	500
Retribuzioni agli scrivani giornalieri	252,000
Paghe agli uscieri e bollatori	132,500
Per lo stralcio della Cassa Depositi e Prestiti	5,000
	3,493,700

Visto d'ordine di S. M.

Il Ministro delle Finanze

M. MINGHETTI.

S. M., *sulla proposta del Ministro della Marina, ed in seguito al conforme parere del Consiglio Superiore di Marina, ha conferito, nelle udienze dei* 10 *e* 29 *novembre*, 5, 19 *e* 30 *dicembre* 1875, 6, 13, 16 *e* 20 *gennaio* 1876, *la* medaglia di argento *al valore di marina alle persone sottonominate, in premio di coraggiose azioni filantropiche da loro compiute, con rischio di vita, nei luoghi infraindicati:*

Rossini Mariano, calafato: spiaggia di Rimini;
Cattaneo Antonio, guardia doganale: id. di Porto Salvo (Messina);
Maltese Giuseppe, marinaro mercantile autorizzato: Trapani;
Caruso Paolo, id.: id.;
Urso Antonino, id.: id.;
Torre Stefano, id.: id.;
Genovese Salvatore, id.: id.;
Di Leonardo Gaetano, guardia di pubblica sicurezza: Palermo.

Il Ministro *della Marina ha conferito la* menzione onorevole *al valore di marina, previa autorizzazione avutane da S. M. nelle udienze sovra citate ed in seguito al conforme parere del prefato Consiglio, alle persone sottonominate, in premio di coraggiosi atti filantropici da loro compiuti nei luoghi infraindicati:*

Delbene Giuseppe, marinaro mercantile: spiaggia di Rimini;
Batti Pasquale, pompiere municipale: porto di Genova;
Noli Dionisio di Giuseppe, maestro d'ascia: acque di Sampierdarena;
Ferrari Luigi di Bartolomeo, fonditore: id.;
Pugliese Vincenzo Antonio di Salvatore, marinaro mercantile: porto di Procida;
Assante Salvatore di Vincenzo, barcajuolo: id.;
De Ruberto Giovanni fu Mattia, id.: id.;
De Vito Alfonso, marinaro del corpo R. Equipaggi: Spezia (canale di circonvallazione del R. Arsenale marittimo);
Zonza Giulio, 2º capo cannoniere nel corpo R. Equipaggi: Spezia (porto mercantile);
Salerno Vincenzo, id.: id.;
Torre Giacomo, guardiano della Società Ligure di salvamento: spiaggia della foce del Bisagno (Genova);
Ceresoli Telesforo, guardia di pubblica sicurezza: Palermo.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Con R. decreto del 20 gennaio 1876, sulla proposta del Ministro della Marina, vennero accettate le volontarie dimissioni dall'impiego rassegnate dall'ufficiale di porto di 3ª classe sig. De Cesare Adolfo.

Con decreto Reale del 9 corrente furono accettate le dimissioni del cav. Antonino Radicella dalla carica di direttore generale del Banco di Sicilia; e con altro decreto dello stesso giorno fu nominato in sua vece il comm. Emanuele Notarbartolo di S. Giovanni.

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con RR. decreti del 28 novembre 1875:

Corda Stefano, vicecancelliere nel tribunale civile e correzionale di Sassari, promosso alla 2ª categoria;
Soatti Tommaso, id. di Brescia, id.;
Ciarlini Giuseppe, id. di Reggio Emilia, promosso alla 1ª categ.;
D'Ortenzio Enrico, id. di Lanciano, promosso alla 2ª categoria;
Cammarata Michele, id. di Caltanissetta, id.;

Campus Giuseppe, vicecancelliere nella Corte d'appello di Cagliari, promosso alla 1ª categoria;
Calamida-Montaldo Antonio, id. di Cagliari, promosso alla 2ª categoria;
Giusti Faustino, id. di Firenze, id.;
Coluzzi Angelo, id. di Ancona, id.;
Squillace Filippo, cancelliere del tribunale civile e correzionale di Catanzaro, promosso alla 3ª categoria;
Petrelli Pier Felice, vicecancelliere nel tribunale civile e correzionale di Benevento, id.;
Nuccorini Carlo, id. di Lucca, id.;
Mauri Raffaele, id. di Salerno, id.;
Mannelli Antonio, id. di Salerno, id.;
Tripodo Angelo, segretario di R. procura presso il tribunale civile e correzionale di Patti, promosso alla 2ª categoria;
De Cassan Giovanni, id. di Conegliano, promosso alla 3ª categoria;
Roccatagliata Emanuele, id. di Pontremoli, id.;
Camoletto Carlo Felice, vicecancelliere nella Corte di cassazione di Torino, promosso alla 1ª categoria;
Vicoli Camillo, sostituto segretario aggiunto di procura generale presso la Corte d'appello di Aquila, id.;
Bellitti Giovanni Battista, id. di Napoli, promosso alla 2ª categ.;
Bellitti Enrico, id. id., id.;
Mazzocca Michele, id. di Catanzaro, id.;
Paladino Donato, vicecancelliere aggiunto presso il tribunale civile e correzionale di Matera, promosso alla 1ª categoria;
Voccoli Vincenzo, id. d'Ariano, id.;
Jasiello Ignazio, id. di Benevento, id.;
Satriani Luigi, id. di Castrovillari, promosso alla 2ª categoria;
Pizzoleo Giuseppe, id. di Catanzaro, id.

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con RR. decreti del 28 novembre 1875:

Arcari Ferdinando, vicepretore nel comune di Picinisco, dispensato dalla carica;
Parisi Gaetano, id. nel comune di Palomonte, id.;
Anzisi Raffaele, id. nel comune di Albanella, id.;
Giaccone Domenico, conciliatore nel comune di Coazze, revocato dalla carica;
Boni Carlo, nominato vicepretore nel comune di Picinisco;
Rizzi Gaetano, id. nel comune di Albanella;
Bardessa Giovanni, nominato conciliatore nel comune di Stazzona;
Della Torre Andrea, id. nel comune di Rezzonico;
Poncia Pietro, id. nel comune di Gazzeno;
Zanatta Francesco, id. nel comune di Cremia;
Coda Giovanni, id. nel comune di Afragola;
Santoro Francesco, id. nel comune di San Giovanni Incarico;
Marotta Francesco, id. nel comune di Celle Bulgheria;
Capone Crescenzo, id. nel comune di Montefalcione;
De Feo Federico, id. nel comune di Santo Stefano del Sole;
Accomando Lorenzo, id. nel comune di Manocalzati;
Fruscalla Giacomo, id. nel comune di San Giovanni in Galdo;
Giampaolo Ciro, id. nel comune di San Vincenzo al Volturno;
Lavino Matteo, id. nel comune di Ururi;
Cola Surdo Nicola, id. nel comune di Providenti;
Testa Antonio, id. nel comune di Roccavivara;
Mastelloni Giovanni, id. nel comune di Barra;
Giura Lungo Pietro, id. nel comune di Matera;
Giffoni Giuseppe, id. nel comune di Vibonati;
Bombassei Giovanni, id. nel comune di Auronzo;
Notaristefano Pasquale, id. nel comune di Mottola;
Gramegna Giuseppe, id. nel comune di Canaro;
Regazzoni Achille, id. nel comune di Corte Pelasio;
Gragnani Giovanni, id. nel comune di Pellegrino Parmense;
Valli Ceciliano, id. nel comune di Cadelbosco Sopra;
Ferretti Gioacchino, id. nel comune di Collagna;
De Angelis Federico, id. nel comune di Pennadomo;
Tieghi Giorgio, conciliatore nel comune di Canaro, dispensato dalla carica in seguito di sua domanda;
Tiralongo Federico, già conciliatore nel comune di Pozzallo, nuovamente nominato conciliatore nel comune medesimo;
Robbio avv. Giovanni, id. nel comune di Sale, id.;
Magnani Giovanni, id. nel comune di S. Martino Siccomario, id.;
Cermenati Giuseppe, id. nel comune di Civenna, id.;
Testoni ing. Angelo, id. nel comune di Olgiate Comasco, id.;
D'Aprile Nicola, id. nel comune di Melpignano, id.;
Bellini Gregorio, id nel comune di Otranto, id.;
Andretta Alberto, conciliatore nel comune di Portobuffolè, confermato nella carica per un altro triennio;
Marcati Giacomo, id. nel comune di Vendrogno, id.;
Bianchini dott. Antonio, id. nel comune di Pernumia, id.;
Zambelli Del Longo Valentino, id. nel comune di Candida, id.;
Cesare Eligio, id. nel comune di Castiglione d'Adda, id.;
Storti Giuseppe, id. nel comune di Corteolona, id.;
Crippa sac. Carlo, id. nel comune di Cucciago, id.;
Cavollo Domenico, id. nel comune di Marano, id.;
Morgioni Daniele, id. nel comune di Ischia, id.;
Sabatini Secondino, id. nel comune di Atino, id.;
Maietta Tommaso, id. nel comune di Rotondi, id.;
Pironti Francesco, id. nel comune di Montoro Inferiore, id.;
Pezzella Angelo, id. nel comune di Chianca, id.;
Marinari Alfonso, id. nel comune di Montella id.;
Jacampo Giuseppe, id. nel comune di Vinchiaturo, 1ª sezione, id.;
Gatti Francesco, id. nel comune di Boiano, id.;
Carriere Fedele, id. nel comune di Campo Moiano, id.;
Panzardi Raffaele, id. nel comune di Noepoli, id.;
Pelloli Francesco, id. nel comune di Limonta, id.;
Matteri Martino, id. nel comune di Dongo, id.;
Gobetti Sebastiano, id. nel comune di Germasino, id.;
Comi Gaspare, id. nel comune di Musso, id.;
Ruga Giacomo, id. nel comune di San Siro, id.;
Binda Melchiorre, id. nel comune di Sant'Abbondio, id.;
Antongina Alessandro, id. nel comune di Sedriano, id.;
Chiesi cav. Luigi, id. nel comune di Castelnuovo Sotto, id.;
Bigi dott. Luigi, id. nel comune di Correggio, id.;
Vergai Michele, id. nel comune di Ligonchio, id.;
Boccaletti cav. Luigi, id. nel comune di Rolo, id.;
Fioroni Geremia, id. nel comune di Villa Minozzo, id.;
Tagliavini Giovanni, id. nel comune di Gattatico, id.;
Andreoni Agostino, id. nel comune di Casorate Primo, id.;
Cecco Luigi, id. nel comune di Tombolo, id.;
Dal Fiume cav. Tullio, id. nel comune di Badia Polesine, id.;
Fracchia Pietro, id. nel comune di Trichiana, id.;
Vismara Francesco, id. nel comune di Tribiano, id.;
Ferrari Francesco, id. nel comune di Corno Giovine, id.;
Belli Olivante, id. nel comune di Fiumone, id.;
Ottaviani Ascenzo, id. nel comune di Filettino, id.;
De Angelis cav. Candido, id. nel comune di Porto d'Anzio, id.;
Fioretti Pietro, id. nel comune di Vetralla, id.;
Coppa Leopoldo, id. nel comune di Tagliolo, id.;
Malvino Giovanni, id. nel comune di Francavilla Bisio, id.;
Molfere Gennaro, id. nel comune di Albano di Lucania, id.

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con RR. decreti 28 novembre 1875:

Pescatori Giuseppe, già giudice mandamentale stato dispensato dalla carica, collocato a riposo;

Lupoi Domenico, vicepretore al mandamento di Sinopoli, destituito dalla carica;

Pagliani Giuseppe, id. di Mombercelli, dispensato a sua domanda da ulteriore servizio;

Cremonini Pietro, id. di San Pancrazio Parmense, nominato pretore del mandamento di Pollica;

Russo Giuseppe Luigi, pretore del mandamento di Vitulano, tramutato al mandamento di Gaeta;

Fimmanò Michele, nominato vicepretore del mandamento di Sinopoli;

Manna Giovanni, pretore del mandamento di Lacedonia, collocato in aspettativa per motivi di salute, confermato nell'aspettativa medesima per altri tre mesi dal 1° dicembre 1875;

Manzi Pietro, id. di Civitacampomarano, dimissionario dalla carica, nuovamente nominato pretore dello stesso mandamento;

Cervini Giulio, uditore, destinato alle funzioni di vicepretore del 3° mandamento di Firenze;

Spighi Giuliano, nominato vicepretore del 3° mandamento di Firenze;

Becherucci Andrea, id. id. del mandamento di Prato (Città);

Botto Felice Mattia, pretore del mandamento di Soriasco, tramutato al mandamento di Omegna;

Buccelli Angelo, id. di Morgex, id. di Donnaz;

Ruga Francesco, id. di Oleggio, id. di Morgex;

Jannotti Giovanni, id. di Portici, id. di S. Carlo all'Arena;

Montuori Raffaele, id. di Marano, id. di Portici;

Lebano Giovanni, id. di S. Carlo all'Arena, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni, richiamato in servizio nel mandamento di Marano dal 1° dicembre 1875;

Roncalli Benedetto, id. di Sant'Agata Feltria, tramutato al mandamento di Corinaldo;

Marini Vincenzo, id. di Corinaldo, id. di Sant'Agata Feltria;

Bertana Celestino, vicepretore del 2° mandamento di Casale, id. di Tonco;

Moretti Michele, pretore del mandamento di Strongoli, promosso alla 1ª categoria dal 1° ottobre 1875;

Bottari Francesco, id. di Cervinara, id. dal 16 ottobre 1875;

Martini Giuseppe Francesco, id. di Scigliano, id. dal 1° novembre 1875;

Capuano Erminio, id. di Bonefro, id. id.;

Nazzaro Felice, id. di Solofra, promosso alla 2ª categoria dal 1° ottobre 1875;

Romano Felice, id. di Frigento, id. id.;

Faraone Luciano, id. di Stella in Napoli, id. dal 16 ottobre 1875;

Perfumo Antonio, id. di Santa Maria, id. dal 1° novembre 1875;

Carlomagno Angelo, id. di Catanzaro, id. id.;

Cucci Alfonso, id. di S. Giovanni in Fiore, id. id.;

Mazzoni Carlo Giocondo, id. di Serravalle in Vittorio, id. id.;

Celi Tommaso, id. di Gesso, promosso alla 1ª categoria dal 1° ottobre 1875;

Vaccaro Michele, id. di Favara, id. dal 1° dicembre 1875;

Ferrari Francesco, id. di Chieti, promosso alla 2ª categoria dal 1° ottobre 1875;

Marone Giuseppe Nicola, id. di Montepeloso, id. dal 1° dicembre 1875;

Capoquadri Giuseppe, id. del 1° mandamento di Firenze, promosso alla 1ª categoria dal 1° ottobre 1875;

Sgai Cesare, id. del mandamento di Piombino, id. dal 16 dicembre 1875;

Riva Francesco, id. di Busto Arsizio, promosso alla 2ª categoria dal 1° ottobre 1875;

Tedeschi Ferdinando, id. di Castelfranco Veneto, id. dal 16 dicembre 1875;

Carboni Ferdinando, id. di Castelfranco d'Emilia, promosso alla 1ª categoria dal 16 dicembre 1875;

Vigorelli Carlo, id. del 3° mandamento di Como, promosso alla 2ª categoria dal 1° ottobre 1875;

Lanzasco Giovanni, id. di Alghero, id. dal 16 ottobre 1875;

Faccio Ignazio, id. del mandamento di Sant'Arcangelo, id. dal 16 dicembre 1875;

Mussio Edoardo, id. di Vignale, promosso alla 1ª categoria dal 16 settembre 1875;

Morati Odoardo, id. di Lovato, id. dal 16 ottobre 1875;

Dabbene Giuseppe, id. di Bra, id. dal 1° novembre 1875;

Viazzi Clemente, id. del 1° mandamento di Alessandria, id. id.;

Varesio Mirocleto, id. del mandamento di Asti, id. dal 16 novembre 1875;

Belloli Luigi, id. di Castelnuovo d'Asti, promosso alla 2ª categoria dal 16 settembre 1875;

Castelletti Eugenio, id. di Magenta, id. dal 16 ottobre 1875;

Manara Pietro, id. di Ventimiglia, id. dal 1° novembre 1875;

Althan Alvise, id. di Mombaruzzo, id. id.;

Zanetti Domenico, id. di Longarone, id. id.;

Zampari Giuseppe id. di Concordia, id. id.;

Gravina Francesco Maria, id. di Eboli, id. dal 16 novembre 1875.

Con decreti del 2 dicembre 1875:

Bellobono Filippo, pretore del mandamento di Ottiglio, tramutato al mandamento di Tolfa;

Rosti Alessandro, id. di Tolfa, id. di Ottiglio;

Mango Carlo, vicepretore del mandamento di Chiaromonte, id. di Lauria;

Pappalardo Bartolomeo, nominato vicepretore del mandamento di Bisacquino;

Strada Ferdinando, id. di Ginosa;

Verona Ernesto, id. del 1° mandamento di Venezia;

Napoli Saverio, pretore del mandamento di Staiti, collocato in aspettativa per motivi di salute per mesi tre dal 16 settembre 1875;

Pollidori Polidoro, id. di Asciano, tramutato al 2° mandamento di Arezzo;

Cerchiari Giovanni, id. di Santa Fiora, id. al mandamento di Asciano;

Chelazzi Oreste, id. di Loreto Aprutino, id. di Santa Fiora;

Bassi Ercole, uditore, destinato ad esercitare le funzioni di vicepretore nella pretura urbana di Milano;

Caboni Giuseppe, pretore del mandamento di Iglesias, tramutato al mandamento di Nurri ed applicato alla segreteria della procura generale presso la Corte d'appello di Cagliari;

Zunnui-Casula Stefano, id. di Decimomannu, tramutato al mandamento di Iglesias;

Ciuffo Antonio, id. di Nurri, id. di Decimomannu;

Giaccone Vincenzo, vicepretore del mandamento di Bisacquino, dispensato a sua domanda da ulteriore servizio;

Riva-Berni Antonio, pretore del mandamento di Paullo, dispensato da ulteriore servizio dal 1° dicembre 1875;

Taravacci Baldassarre, id. di Poviglio, collocato in aspettativa per motivi di salute fino a tutto il 15 novembre 1875, id. dal 16 novembre 1875.

Con decreti del 5 dicembre 1875:

Poerio Francesco, pretore del mandamento di Gimigliano, collocato in aspettativa per motivi di salute per mesi due dal 1° dicembre 1875;

Tango Michele, uditore e vicepretore nel mandamento di Avellino,

destinato in missione temporanea di vicepretore nel mandamento di Piove;
Damiani Gaetano, pretore del mandamento di Riesi, collocato in aspettativa per motivi di salute per un anno dal 16 dicembre 1875;
Restaldi Clemente, id. del 2° mandamento di Ancona, temporariamente applicato al Ministero di Grazia e Giustizia, tramutato al mandamento di S. Angelo in Vado, rimanendo applicato al detto Ministero;
Jentschy Ferdinando, id. del mandamento di Terni, id al 2° mandamento di Ancona;
Balestri Adolfo, vicepretore del 1° mandamento di Pisa, id. al mandamento di Lari;
Viscidi Francesco, nominato vicepretore del mandamento di Calabritto;
Galvagno Giovanni, già pretore del mandamento di Ciminna, in aspettativa per motivi di salute, richiamato in attività di servizio nel detto mandamento di Ciminna dal 1° gennaio 1876;
Pampana Gioacchino, pretore del mandamento di Ciminna, tramutato al mandamento di Cattolica;
Buffa di Perrero Vincenzo, pretore del mandamento di Cavour, tramutato al mandamento di Pinerolo;
Peretto Sebastiano, id. di Cumiana, id. di Cavour;
Ramellini Alberto, id. di Luserna, id. di Cumiana;
Marone Federico, id. di Sampeyre, id. di Luserna;
Giordano Giovanni Battista, id. di Racconigi, id. di Alba;
Baralis Luigi, id. di Carmagnola, id. di Racconigi;
Ribotti Giovanni, id. di Diano d'Alba, id. di Carmagnola;
Cane Luigi, id. di Cornegliano d'Alba, id. di Diano d'Alba;
Pezzoli Zaccaria, id. di Cuorgnè, id. di Dogliani;
Borea Giovanni Battista, id. di Dronero, id. di Cuorgnè;
Buggino Carlo, id. di S. Benigno, id. di Dronero;
Masino Alberto, id. di Quart, id. di S. Benigno;
Doglio Bernardino, id. di Sanfront, id. di Quart;
Borsotti Francesco, id. di Arboro, id. di Livorno Vercellese;
De Lollis Scipione, id. di Forlì del Sannio, dispensato, a sua domanda, dalla carica e richiamato al precedente ufficio di uditore e vicepretore del mandamento di Forlì del Sannio;
Faglioni Tertulliano, uditore, destinato ad esercitare le funzioni di vicepretore nel mandamento di Guiglia;
De Santi-Gentili Sisto, vicepretore del 2° mandamento di Roma, dispensato da ulteriore servizio.

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso di concorso.

È aperto un concorso per l'ammissione agli impieghi della 3ª categoria dell'Amministrazione provinciale, giusta le norme sancite col R. decreto 20 giugno 1871, n. 324 (Serie 2ª). Gli esami relativi si daranno entro il mese di aprile prossimo venturo, in conformità al programma contenuto nel Ministeriale decreto 24 agosto 1871, e nei giorni che verranno indicati nella *Gazzetta Ufficiale*. Siffatti esami saranno tenuti nei capiluoghi di provincia, che verranno parimenti indicati nel preaccennato avviso.

Le domande di ammissione dovranno inoltrarsi al Ministero, per mezzo dei signori prefetti, non più tardi del mese di marzo prossimo venturo, e dovranno essere corredate:

1° Della fede di nascita;

2° Del certificato di cittadinanza italiana;

3° Dell'attestato medico comprovante la buona costituzione fisica dei ricorrenti;

4° Dell'attestato di buona condotta morale e politica;

5° Della licenza ginnasiale o di scuola tecnica.

Tanto la istanza quanto i documenti allegativi dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo.

Chiuso il concorso sarà notificato a tutti i concorrenti l'esito della loro istanza; ed a quelli che saranno ammessi all'esame il giorno ed il luogo in cui dovranno presentarsi per sostenerlo.

Programmi degli esami.

Storia d'Italia dalla fondazione di Roma — Avvenimenti principali — Geografia d'Italia — Statuto fondamentale del Regno — Nozioni elementari sull'ordinamento amministrativo del Regno — Nozioni elementari intorno agli archivi ed al loro ordinamento — Aritmetica — Calligrafia — Lingua francese, traduzione in italiano.

Roma, 14 gennaio 1876.

Il Direttore Capo della 1ª Divisione
BANFI.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI FIRENZE

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 5 febbraio 1876 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 30, nel comune di Firenze, prov. di Firenze, coll'aggio lordo medio annuale di lire 5164 15.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo, corredata dai documenti comprovanti i requisiti voluti dall'art. 135 del regolamento approvato con R. decreto 24 giugno 1870, n. 5736, nonchè i titoli accennati nel successivo art. 136, modificato col Regio decreto 5 marzo 1874, n. 1843, serie 2ª, qualora ne fossero provvisti.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Firenze, addì 17 gennaio 1876.

Il Direttore Compartimentale
MARINUZZI.

ELENCO

dei giovani che hanno riportato il diploma d'architetto o di ingegnere civile nelle ultime due sessioni di esami presso la R. Scuola per gli ingegneri in Roma.

Ingegneri civili.

Giorgi Nicola del fu Domenico, da Pizzoli (Aquila), con voti	95 su 100
Gandolfi Gandolfo di Geniale, da Jesi (Ancona), id.	95 »
De Sanctis Paolo di Giuseppe, da Roma, id.	95 »
Esterle Carlo del fu Carlo, da Roma, id.	95 »
Valsecchi Giuseppe di Pasquale, da Nizza (Maritt.) id.	92 »
Troiani Luigi di Paolo, da Roma, id.	92 »
Caprile Giacinto del fu Niccolò, da Genova, id.	92 »
Guidi Saverio di Michele, da Roma, id.	90 »
Martinelli Oreste di Gaetano, da Roma, id.	85 »
Martinori Edoardo di Pietro, da Roma, id.	82 »
Repellini Giovanni di Spirito, da Cremona, id.	80 »
Giusti Ippolito di Vincenzo, da Viterbo, id.	80 »
Uffreduzzi Gustavo di Luigi, da Roma, id.	78 »
Botto Giuseppe di Domenico, da Genova, id.	78 »
Pacchielli Giuseppe di Luigi, da S. Martino dell'Argine (Mantova), id.	76 »
La Valle Giuseppe di Letterio, da Messina, id.	76 »
Domeniconi Francesco del fu Filippo, da Alatri (Roma), idem	75 »
Bonali Attilio di Pietro, da Cremona, id.	75 »
Schiaffino Federico di Giuseppe, da Genova, id.	75 »
Ventura Antonio di Domenico, da Roma, id.	73 »
Penna Leopoldo di Agostino, da Roma, id.	70 »
Thevenin Raffaele del fu Giovanni, da Roma, id.	70 »

Architetto.

Musante Carlo di Francesco, da Genova, con voti	81 su 100

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Un dispaccio dell'*Agenzia Telegrafica Russa* annunzia che l'Inghilterra appoggerà la nota del conte Andrassy come le altre potenze e domanderà egualmente una risposta scritta. Il *Nord*, che abbiamo citato l'altro giorno, ha già fatto risaltare l'importanza di questa risposta scritta, la quale conferirà all'adesione della Porta il carattere d'un atto internazionale e impegnerà il governo ottomano non solo di fronte ai suoi sudditi, ma eziandio di fronte al concerto delle potenze europee. Ora lo stesso giornale osserva che dal momento che tutte le potenze domandano una risposta scritta, e non solamente l'Austria-Ungheria, come si credeva da principio, l'esecuzione delle riforme si troverà posta sotto la garanzia morale collettiva di tutta l'Europa. La qual cosa poi dà argomento a sperare che le popolazioni delle provincie insorte, sicure dell'attivazione delle riforme, si decideranno a deporre le armi.

Un corrispondente da Pietroburgo dello stesso giornale sostiene a questo riguardo che i capi indigeni dell'insurrezione manifestano delle disposizioni alla conciliazione e che all'opposto i rivoluzionari cosmopoliti, che prestano il loro concorso agli insorti dell'Erzegovina, si mostrano risoluti a continuare la lotta. " Se non che, aggiunge il corrispondente, un pericolo previsto è per metà scongiurato, e le potenze essendovi preparate, sapranno venirne a capo „. Sembra, secondo questo corrispondente, che l'allontanamento di Liubobratich dal teatro dell'insurrezione debba attribuirsi all'influenza preponderante di questi elementi stranieri.

Il signor Brigth ha tenuto di questi giorni un discorso ai suoi elettori di Birmingham. L'uditorio pare non esserne rimasto appieno soddisfatto perciò che siasi astenuto dall'esporre, come speravano gli elettori, il nuovo programma del partito liberale, e dal censurare gli atti del governo che hanno preoccupato in particolar modo l'opinione pubblica negli ultimi tempi, cioè a dire la circolare dell'ammiragliato relativa agli schiavi e l'acquisto delle azioni del canale di Suez. Il signor Bright ha preferito diffondersi sui servigi resi in passato dal suo partito al paese, anzichè sugli errori che sarebbero stati commessi dai suoi avversari politici. Egli s'è adoperato particolarmente a mettere in luce la condotta dei *tories* nella riforma doganale, affinchè le classi operaie siano in grado di apprezzare quali siano i loro veri amici.

Secondo lo *Standard* il governo inglese avrebbe approvato il piano di fortificare la città di Londra. Resterebbe a sapersi se il Parlamento accorderà al governo i poteri necessari per procedere all'esecuzione di un progetto siffatto, il quale richiederebbe un'applicazione assai estesa del diritto d'espropriazione, attesa l'immensa grandezza della città.

Troviamo nei giornali austriaci un sunto esteso della risposta che ha dato, nella Camera dei deputati ungherese, il ministro presidente Tisza ad una interpellanza del deputato Madarasz sulle trattative commerciali e doganali tra l'Austria e l'Ungheria. Il ministro dichiarò che i particolari delle trattative non possono essere rivelati innanzi tempo; il governo non dovere poi sottrarsi anticipatamente alla relativa risponsabilità per addossarla ai fattori legislativi, bensì doverne esso portare intero il peso; le dichiarazioni del ministro presidente Auersperg, più o meno esattamente riprodotte dai giornali, non potere avere alcuna influenza sul governo ungarico, il quale non può lasciarsi tracciare la linea di condotta dai ministri austriaci; d'altronde egli, Tisza, affrettare col desiderio il momento di poter comunicare alla Camera tutti i particolari delle trattative.

L'interpellante non si dichiarò soddisfatto di queste dichiarazioni, ma la Camera deliberò di prenderne atto.

Il *Journal Officiel* del 26 gennaio pubblica una circolare del vicepresidente del Consiglio ai prefetti, relativamente alle liste elettorali su cui devono essere fatte le elezioni dei deputati. La tesi del ministro dell'interno, tesi d'altronde conforme alla legge, si è che i soli elettori che saranno ammessi a votare sono coloro che figurano nelle liste municipali o nelle liste politiche chiuse il 31 marzo 1875 e che nessun altro elettore vi potrà essere iscritto se non in seguito a decisione del giudice di pace o della Corte di cassazione.

Si legge nel *Moniteur Universel* del 27 che in quella sera il maresciallo presidente e tutti i ministri avrebbero assistito al primo ricevimento del principe di Hohenlohe, ambasciatore di Germania. " Questo fatto, dice il *Moniteur*, avrà il carattere d'una certa solennità. Il capo dello Stato e tutti i membri del gabinetto, *particolarmente invitati*, si daranno premura d'intervenirvi per porre bene in evidenza che le relazioni tra la Francia e la Germania sono soddisfacenti in sommo grado ».

Il telegrafo ha annunziato due giorni sono che il ministro della guerra della Rumenia ha domandato un credito straordinario di 5,600,000 franchi per armamenti. Ora siccome alcuni giornali, prevedendo la presentazione d'un progetto di legge di questo tenore, avevano attribuito al governo rumeno delle intenzioni ostili allo *statu quo* in Oriente, il *Giornale di Bucarest* ha stimato dover rispondere a queste insinuazioni con un articolo ufficioso il quale dice tra altro:

" L'atteggiamento della Rumenia non è punto aggressivo. I rumeni non hanno alcuna voglia di gettarsi a capo chino in un'avventura qualunque, a rischio di compromettere ciò che hanno con tanta difficoltà acquistato. I rumeni non domandano che di essere rispettati in casa loro, ma se sarà d'uopo di combattere per ottenere il rispetto del loro territorio, essi combatteranno...

" La Rumenia si arma per obbedire alle tradizioni della sua storia, per obbedire alle prescrizioni del trattato di Parigi, per cadere con onore se dovrà soccombere dinanzi alla forza... Questo atteggiamento non può che cattivarle le simpatie del mondo civile e procurarle l'appoggio delle nazioni che hanno garantito la sua indipendenza. Nell'urto immenso di due delle più grandi potenze del mondo, la Francia e la Germania, il piccolo Belgio è stato rispettato e si è veduto lo strano spettacolo che pochi soldati belgi disarmavano i francesi ed i tedeschi che la sorte delle armi aveva spinti sul loro territorio.

"La Rumenia non domanda altra cosa che il rispetto della sua neutralità; solamente ella stima esser utile di domandare questa cosa colla mano sull'elsa della spada „.

Scrivono per telegrafo da Washington, 25 gennaio, ai giornali francesi, che il presidente rispose alla risoluzione della Camera dei rappresentanti relativamente alla corrispondenza di Cuba, dichiarando che per la quistione cubana non furono scambiate corrispondenze coi governi d'Europa, eccetto quello di Spagna. E non vi era neppur motivo d'uno scambio di corrispondenza, dacchè i ministri americani avevano ricevuto semplicemente l'ordine di leggere ai governi, presso i quali sono accreditati, la nota che il signor Fish ha comunicato all'inviato americano a Madrid signor Cushing.

Annunciamo con dolore la morte del conte Alessandro Spada, senatore del Regno, avvenuta il 27 corrente in Filottrano (Ancona).

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Ragusa, 28. — I turchi, usciti il 26 corrente da Trebigne con forze considerevoli e con due batterie, furono attaccati dagli insorti. Questi furono battuti e si ritirarono.

Nello stesso tempo ebbe luogo presso Neum un combattimento, il quale finì colla ritirata dei turchi. Per coprire la ritirata, le navi turche intervennero, tirando alcuni colpi di cannone.

Pest, 28. — Lo stato di salute di Francesco Deak non lascia più alcuna speranza. I medici temono una catastrofe da un momento all'altro. Tutti i parenti e gli amici di Deak sono presenti.

Calcutta, 27. — È arrivato il vapore *Roma*, della Società del Lloyd italiano, e carica tosto pel Mediterraneo.

Vienna, 28. — La *Corrispondenza Politica* ha da buona fonte da Belgrado che le voci che il Principe abbia l'intenzione di abbandonare il paese sono insinuazioni frivole e malevoli. Le difficoltà dello stato attuale di cose non sono assolutamente così gravi come nello scorso autunno e nella lotta dei partiti l'esistenza della dinastia regnante non fu mai posta in discussione. Tutti i partiti sono unanimi nel riconoscere in un eventuale cambiamento della persona regnante la più grande disgrazia per la Serbia.

Costantinopoli, 27. — *Dispaccio ufficiale* — Achmed Moukhtar pascià telegrafa che egli ha incontrato un numero grandissimo d'insorti sulle alture scoscesi nella stretta di Chonna. Alla distanza di un'ora e mezza da queste posizioni gl'insorti incominciarono l'attacco a destra e a sinistra della stretta, ma le truppe, penetrando bentosto fra le masse degl'insorti, s'impadronirono delle alture da essi occupate. Dopo cinque ore di un combattimento vivissimo, gl'insorti, battuti completamente, si dispersero da tutte le parti con perdite considerevoli. Il numero degli insorti ascendeva, per quanto si assicura, a 7000 uomini. Le truppe direttamente impegnate nel combattimento ascendevano a 1200 ed erano rinforzate sulle due ali da 1800 uomini.

Venezia, 28. — L'arciduca Alberto d'Austria, arrivato ieri sera, è partito oggi per Trieste e Vienna, dopo di avere visitata la tomba di suo fratello Federico.

Pest, 29. — Francesco Deak è morto questa notte.

Madrid, 29. — Parecchi nobili spagnuoli hanno presentato al Re una petizione in favore dell'unità della religione cattolica.

Lisbona, 29. — Il geografo tedesco Barth è qui arrivato diretto per Angola.

Si ha da Loanda che il luogotenente Cameron, viaggiatore inglese, è quasi ristabilito in salute e cerca i mezzi per farsi trasportare a Zanzibar.

NOTIZIE DIVERSE

L'orologeria in Isvizzera. — Il *National Suisse* scrive che l'esportazione dell'orologeria svizzera nel 1875 raggiunse in complesso l'importo di franchi 6,217,000, somma che è di circa tre milioni di franchi inferiore alla esportazione del 1875. Questa diminuzione è dovuta in parte all'arenamento del commercio, ma più specialmente poi al grande sviluppo preso dalla fabbricazione degli orologi negli Stati Uniti di America.

Letteratura indiana. — L'*Academy* di Londra, in un articolo sulla letteratura indiana annunzia che, a Ceylan, a spese del Governo si pubblica l'ultima parte del *Mahavanaz*, cronaca dei Re indigeni; il testo di lingua (*pali*) sarà stampato in caratteri singalesi: editori dell'opera sono due dotti indigeni, Suunankala Hikkadua, il più distinto membro dell'Ordine dei mendicanti buddisti di Ceylan, e Batuwantudaw, altro dotto. Vi si aggiungerà una traduzione in singalese, ed un'altra in inglese, questa ultima per opera di Zeyza Mudallar capo traduttore del Governo. Questa cronaca dei Re di Ceylan, piena di particolari sulla storia dell'India del Sud, sarà molto curiosa, in mancanza di opere storiche sull'India. Si comporrà di sessanta capitoli.

R. DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA
PER LE PROVINCIE DI PARMA E PIACENZA

Adunanza del 3 dicembre 1875.

In una sala del palazzo Sanvitale in Parma si è adunata la Regia Deputazione di Storia patria, e sono intervenuti: Sanvitale conte senatore Luigi, presidente, Ronchini cav. prof. Amadio, Lopez comm. Michele, Bosi cav. dott. Domenico, Scarabelli Zunti cav. Enrico, Serreau cav. don Pietro, Martini cav. prof. Pietro, segretario.

Il presidente apre la seduta essendo valido alla sua legalità il numero dei soci presenti; indi si legge:

I. Una lettera dell'onorevole presidente della R. Deputazione di storia patria in Modena, che (*a*) ricorda precorse intelligenze relative ad un'adunanza di Commissari di ciascuna delle tre collegate Deputazioni storiche dell'Emilia, per trattare della fondazione d'un periodico da intitolarsi *Archivio storico emiliano*, e surrogarsi agli *Atti e memorie*; (*b*) manifesta parere in nome della stessa Deputazione di Modena convocata all'uopo, che convenga rimandare quell'adunanza al tempo in cui sia compiuto il volume VIII dei mentovati *Atti* (riguardanti Parma e Modena), al che occorreranno tre mesi ancora; dopo i quali, sopravvegnendo migliore stagione, men disagevole sarà il riunirsi e decidere se meglio convenga pubblicare l'*Archivio* suddetto, ovvero continuare gli *Atti e Memorie*, ma rimpicciolirne il sesto, siccome con esempio commendevole si è ora fatto dalla Deputazione di Bologna, vantaggiando nell'economia e nella comodità.

I soci presenti, riconosciuta la somma ragionevolezza del partito proposto dalla Deputazione di Modena, vi si associano, e la Presidenza ne scriverà tosto alla Deputazione di Bologna, ed alla sottosezione di Piacenza.

II. Altra lettera della mentovata Presidenza, che esprime un voto pur della Deputazione di Modena relativamente alle adunanze generali: il voto cioè che questo non sieno convocate a sì brevi intervalli fra l'una e l'altra, come presentemente si suole; ma avvengano soltanto allorchè solennità di occasioni, e cumulo di materie valgano ad attribuire qualche importanza a siffatti ra-

duni. Tenendoli annui, si restringono alla lettura delle relazioni dei segretari sopra argomenti già resi noti con la stampa delle relazioni parziali, le quali poi raccolgonsi epilogate nelle generali, che pur son fatte poscia di ragion pubblica. Oltre ciò è da avvertire come si dièno spese ai comuni, i quali, per una cortese scambievolezza introdottasi, non risparmiano accoglimenti alle Deputazioni, e tutto risolvesi in lauti banchetti, ed in apparenze, più che in utilità per gli studi. Egli è vero che il decreto che istituiva le Deputazioni, prescriveva altresì tali adunanze; ma la dote assegnata allora alle Deputazioni medesime era del triplo, e meglio, della odierna, ed il far economia su questa (per quel tanto che si riferisce alle adunanze su cui si discorre) può assai più vantaggiosamente erogarsi, qualunque ne sia l'entità nell'aumentar le pubblicazioni di memorie, o di monumenti.

Gl'intervenuti, persuasi dalle buone ragioni addotte, consentono ad unanimità di voti alla proposta della Deputazione predetta. Della quale altresì gioverà dar notizia ai socii di Bologna ed a quelli di Piacenza, e nel convincimento che il Ministero, a cui sta a cuore la sostanza vera degli studi, non l'apparenza, sia per collaudare essa proposta.

Sarà in seguito a formare le opportune intese, con gli Istituti storici emiliani collegati, per istabilire alcun che di positivo in riguardo alle diradate adunanze generali.

III. Proponesi quindi il bilancio preventivo per l'anno 1876; il quale viene discusso ed approvato come segue:

1. Retribuzione annua al segretario (metà di quanto è stabilito negli statuti)	L.	210
2. Idem all'amanuense	»	200
3. Idem al portiere	»	50
4. Stampa dei monumenti e degli atti e memorie	»	900
5. Spese di cancelleria	»	100
6. Spese imprevedute	»	140
Totale	L.	1600

IV. Per ultimo si richiama la relazione dell'adunanza del 16 aprile ultimo scorso, nella quale i soci conte Giuseppe Nasalli ed abate Tononi proposero, in nome della sottosezione di Piacenza, a socio effettivo il conte Pietro Salvatico senatore del Regno e bibliotecario della Comunitativa e Landiana di Piacenza stessa.

Il presidente invita pertanto a dar voto intorno tale proposta, ed il voto risulta unanime nell'accoglierla, non senza che poscia si esprima viva soddisfazione perchè sia chiamato a far parte del nostro Istituto uno spettabile personaggio, qual è il conte Selvatico.

La presidenza avrà cura di trasmettere al Ministero perchè venga rassegnata al beneplacito Sovrano la presente deliberazione.

Scritto durante l'adunanza (che cominciò ad un'ora pomeridiana e fu chiusa alle tre) e soscritto da ciascuno degli intervenuti.

(Seguono le firme)

Il Segretario della R. Deputazione
V. Martini.

SCIENZE, LETTERE ED ARTI

RIVISTA DRAMMATICO-MUSICALE

Apollo: *Dolores*, dramma in quattro atti di Auteri-Pomar, musica del maestro Auteri-Manzocchi. — **Valle:** *Trionfo d'amore*, di G. Giacosa; *Il suicida per progetto*, di P. T. Barti; *Il processo Veauradieux*, di A. Annequin e A. Delacour. — **Rossini:** Compagnia francese. — *Altri teatri.* — *Concerti.* — *Nuove pubblicazioni musicali.*

Dopo due settimane di riposo forzato, giovedì l'Apollo ha finalmente riaperto le sue porte agli abbonati impazienti, e ad un pubblico intelligente e numeroso, a cui non pareva vero di assistere alla prima rappresentazione della *Dolores* e di riudire la regina dell'arte del canto, l'egregia signora Galletti.

Della nuova opera del giovane maestro siciliano si era molto parlato, e dopo gli splendidi successi di Milano, di Firenze e di Palermo, grande era l'aspettativa. Mi affretto a dire che non fu menomamente delusa. *Dolores* è un'opera di polso, un lavoro musicale indovinato, una partitura che resterà per lungo tempo nel repertorio italiano. Come lavoro di un esordiente, è assolutamente superiore a quanto abbiamo udito dagli esordienti in questi ultimi anni.

I più, fra i giovani, li abbiamo visti camminar dubbiosi fra varie scuole, in cerca di una via, spesso ignari del loro scopo, sovente inesperti nell'imitare, prendere dai maestri il brutto ed il cattivo, più spesso stretti fra le pastoie di strane teoriche, mettere ogni loro ingegno nell'assurdo tentativo di applicarle, sempre poi poco dotti nelle discipline armoniche, quasi ignari del meccanismo delle voci e degli istrumenti, non sapere essi stessi dove volevano andare, con quali mezzi volevano commuovere, quali sentimenti dettare; scrivere musica e musica senza fede e senza convinzione; senza altra meta che il successo, il quale non sempre si raggiunge, imperocchè bene spesso di tali tentativi altro non rimane che un debole ricordo lasciato dal critico, il quale va cercando nei lavori dei giovani la scintilla che denunci il futuro maestro, con quella istessa lente con cui più tardi cercherà i difetti nel capolavoro del compositore illustre.

Auteri-Manzocchi procede diversamente. Non stranezze, non dubbi, e nessuna esitazione. Egli cammina dritto al suo scopo senza imbarazzi e senza paure. Sa dove vuol andare, e ci va. Invano si cercherebbe nella *Dolores* dell'Auteri-Manzocchi quel nebuloso, quell'oscuro, quel confuso che spesso dinota la mancanza di idee, ma che alcune volte può nascondere il germe di un'idea nuova. No, nella musica dell'Auteri-Manzocchi tutto è chiaro, limpido, luminoso come un bel giorno di estate. Il genere è melodico e la melodia domina sovrana assoluta dalla prima all'ultima nota senza contrasto. Auteri vuol parlare al cuore e ha preso la via tracciata dal suo illustre concittadino e vi si è messo arditamente. Io non so certo biasimarlo. La via è la vera. Per molti e molti anni noi non avremo guida estetica più sicura di Bellini. Ma se egli basta a guidarci, nè egli, nè tutti i maestri riuniti assieme possono infonderci virtù creativa.

Ora Bellini e Donizetti con la sola melodia fecero stupendi capolavori che furono ammirati da tutte le scuole, perchè ebbero potenza di creare; ma ove l'idea mancasse, o fosse povera, la musica melodica non esisterebbe più. Ora, non sembri severo ciò che noi diciamo: nella *Dolores* abbiamo appunto trovato difetto di idee. Non mancano è vero pezzi bellissimi, ma poche sono le melodie veramente originali, molte, anzi troppe le reminiscenze.

È questa un'accusa che si può fare a tutte le opere, comprese quelle di maestri illustri; ma questa accusa assume gravità insolita trattandosi di un'opera che non aspira ad altri pregi che ad essere melodica. Allorchè Meyerbeer e Verdi interpretando in modo perfetto o una situazione drammatica o un carattere, adoperano una melodia non interamente originale, noi siamo costretti di perdonare loro in grazia dello

effetto nuovo che con essa hanno saputo ottenere; ma quando non è originale la forma dei pezzi, non lo è l'orchestrazione, benchè accuratissima; non è perfetta l'interpretazione del dramma, o non vi è affatto il dramma; quando non esistono caratteri o sono pallidamente delineati, è necessario che la melodia sia bellissima ed originale per compensare di tutto quello che manca.

Questo noi diciamo a proposito della *Dolores* considerata come lavoro d'arte; giacchè, lo ripetiamo, come opera di un esordiente è superiore a quello che si ha diritto di attendersi da un maestro che tenta i suoi primi passi. Il successo ottenuto dalla *Dolores* all'Apollo può compendiarsi così: tre pezzi *bissati*, cioè il *preludio* eseguito assai bene dall'orchestra, il *duetto* (ultimo tempo) fra Dolores (signora Galletti) e Manfredi (Italo Campanini) e la *cabaletta* del duetto fra Dolores e Lia. Il *duettino* fra Fulco (signor Quintili-Leoni) e Lia (signora Garbini), la *ballata* del tenore, e quella del soprano nel 1° atto; tutto il secondo atto e parte del terzo accolti piuttosto freddamente; il 4° piacque tutto e assai.

L'esecuzione fu perfetta da parte della protagonista, la signora Galletti; assai accurata da parte degli altri artisti. Benissimo l'orchestra diretta dal maestro Terziani. Ci parve troppo mosso il tempo del primo *duettino*, del terzetto (atto 2°), della marcia (atto 3°); ma questa osservazione sottoponiamo al maestro Auteri-Manzocchi che ha presieduto alle prove, non al maestro Terziani.

Al Valle *Trionfo d'Amore* di G. Giacosa è arrivato alla dodicesima rappresentazione! Un tale successo ottenuto da una produzione ch'era stata giudicata un bel lavoro artistico-letterario, ma poco adatto al teatro, ha dimostrato una volta di più che tutto ciò che è veramente bello appassiona sempre il pubblico, il quale non ha predilezioni per scuole o generi, ma si lascia commuovere tanto dalle disgrazie terribili della moglie di Camporegio come dalla poetica storia della signora di Monsoprano, narrata con splendidi versi dal Giacosa. Ciò dimostra anche l'inutilità del consiglio dato da alcuni critici al Giacosa di scrivere in prosa e di abbandonare le leggende medioevali. Dal momento che colla leggenda ed il verso egli ha saputo trovare la via del cuore più presto e più sicuramente di Torelli colla sua prosa, mal farebbe di mutar strada. Muti argomento, se vuole, ma fin che avrà poetico il pensiero, e fluidi ed armoniosi i versi, parli pure in versi.

Mentre Giacosa trionfa, un altro giovane di robusto e fertile ingegno, autore di romanzi e commedie popolari, il Bettoli, dà al teatro un insulso pasticcio: *Il Suicidio per progetto*, che l'abilità dei comici del Valle non ha potuto far ingoiare al pubblico.

Assieme al pubblico lo ha condannato tutta la stampa, e benchè racchiuda alcune scene comiche degne dell'autore dell'*Egoista per progetto*, non è prezzo dell'opera parlarne più a lungo.

Ebbe invece ottimo successo al Valle il *Processo Veauradieux;* una farsa in tre atti piena di incidenti comici, di scene fatte con grande abilità, scritta con brio insolito, ma priva affatto di novità. Questa commedia ha ottenuto a Parigi un successo clamoroso, ma esso è dovuto in gran parte ai frizzi di cui è ricco il dialogo, frizzi scomparsi nella traduzione, e al talento speciale dei comici francesi per recitare queste farse.

Le molte repliche del *Trionfo d'Amore* hanno impedito alla Compagnia di dare altre novità; stasera però ci offre *Messalina*, la nuova tragedia del professore Cossa.

Al Rossini abbiamo da giovedì la Compagnia francese diretta da Meynadier.

Ha dato principio alle sue recite colla *Principessa Giorgio* di Dumas, e coll'operetta *La Figlia di Madama Angot*. La Compagnia drammatica ha alcuni buoni elementi, ma in complesso, toltone la prima attrice, ci parve di molto inferiore a quelle condotte da Meynadier in Italia negli ultimi anni; la Compagnia di operette è piuttosto buona, ma secondo noi è stato cattivo consiglio quello di principiare con un'operetta che tutta Roma ha udito a sazietà in francese e in italiano. All'Argentina piace sempre più la Compagnia di opere buffe; *Le Precauzioni* di Petrella, e *I Falsi Monetari* di L. Rossi si alternano con uguale successo. Al Capranica un *Trovatore* a buon mercato, in prova la *Sonnambula*. Al Quirino una nuova operetta-rivista, del sig. Canori, con musica dei fratelli Mililotti. Il 1875 *nel celeste impero* ottiene da varie sere un clamoroso successo. Negli altri teatri i soliti spettacoli a buon mercato, ma cattivi.

Nella settimana abbiamo avuto vari concerti che meritano una speciale menzione; citerò primi quello dato dai coniugi Alari alla Sala Dante e quello dato dalla *Società Musicale Romana* al palazzo Altemps; in tutti e due furono cantati dei pezzi corali da un coro composto di signore e signori dilettanti. Vi si notavano molte delle signore che presero parte a quella ammirabile esecuzione dei cori della *Vestale* alla Sala Dante, sotto la direzione del maestro Mustafà. Nel riudire quelle voci fresche, intonate era assai difficile non pensare alla *Vestale* della Sala Dante ed alla *Vestale* dell'Apollo!

Da molto tempo dobbiamo render conto di recenti pubblicazioni musicali; mancandoci lo spazio, ci limitiamo a raccomandarne alcune di compositori che vivono qui in Roma, cioè due composizioni veramente belle del maestro Tosti: *Oh! quanto ti amerei*, e *Povera Maria*, e l'album per canto: *Un'estate a Perugia*, del maestro Mancinelli.

Z.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 28 febbraio 1876 (ore 16 45).

Venti delle regioni d'est soffiano ancora con forza nel nord della Sardegna, a Capri e in varii paesi della Calabria inferiore e della Sicilia. Il mare è grosso sul golfo dell'Asinara, agitato a Porto Empedocle; mosso in molti altri punti del Mediterraneo; calmo sull'Adriatico. Cielo generalmente coperto; nebbioso a Moncalieri, a Po di Primaro e nelle Marche; piovoso a Portotorres; sereno a Firenze. Le pressioni sono diminuite fino a 3 mm. specialmente nell'Italia centrale e meridionale. Tempo calmo e cielo coperto e nuvoloso in Inghilterra ed in Austria.

Tramontana forte e mare burrascoso a Pera. Probabilità di turbamenti atmosferici in molte stazioni e di venti di maggio; intensità in varii punti del Mediterraneo centrale e inferiore.

Osservatorio del Collegio Romano — 28 gennaio 1876.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m, 65.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	772,3	771,6	770,1	770,3
Termomet. esterno (centigrado)	5,7	9,9	12,1	9,5
Umidità relativa...	89	79	74	88
Umidità assoluta...	6,11	7,22	7,74	7,81
Anemoscopio........	N. 4	N. 5	N. 2	N. NE. 1
Stato del cielo.......	0. coperto	0. coperto	0. coperto	0. piove

OSSERVAZIONI DIVERSE

Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)
Termometro: Massimo = 12,1 C. = 9,5 R. | Minimo = 5,0 C. = 4,0 R.
Pioggia in 24 ore poche gocce.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 29 gennaio 1876.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	2° semestre 1876	—	—	75 20	75 15	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0/0	1° aprile 1876	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0	1° trimestre 1876	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detti Emissione 1860/64	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	80 —
Prestito Romano, Blount	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	78 70
Detto detto Rothschild	1° dicembre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	78 10
Prestito Nazionale	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regia Cointeressata de' Tabacchi	1° semestre 1876	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette 6 0/0	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	—	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2020 —
Banca Romana	—	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1370 —
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	475 —
Società Generale di Credito Mob. Ital.	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	680 —
Cartelle Credito Fond. Banco S. Spirito	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	392 —
Compagnia Fondiaria Italiana	1° semestre 1876	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	1° ottobre 1865	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° semestre 1876	500 —	600 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	351 —
Obbligazioni dette	1° aprile 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per 100 (oro)	1° gennaio 1876	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Romana per l'ill. a Gas	1° semestre 1876	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	535 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Italo-Germanica	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	— —	— —	— —
Marsiglia	90	107 75	107 65	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	27 05	27 02	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 franchi	— —	— —	— —	21 74
Sconto di Banca 5 0/0	— —	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

1° sem. 1876: 77 35 cont.

Prezzi di compensazione: Rendita 77 35; Banca Romana 1370; Id. Generale 475; Gas 535; Banca Nazionale 2020; Credito Mobiliare 680; SS. FF. Meridionali 351.

Il Deputato di Borsa: O. SANSONI | Il Sindaco: A. PIERI.

N. 7 d'ord. (2ª pubblicazione)

GENIO MILITARE — DIREZIONE DI MANTOVA

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 4 febbraio 1876, alle ore due pomeridiane si procederà in Mantova avanti il direttore del Genio militare, e nel locale della Direzione, sito in via Corso Vecchio, al civico n. 1, all'appalto dei lavori di

Ordinaria manutenzione delle fortificazioni e fabbricati militari nelle piazze di Mantova e Borgoforte per il triennio 1876-77 e 78; per la somma di lire 37,500 annue.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione suddetta.

I fatali per il ribasso non minore del ventesimo scadono al mezzodì del 10 febbraio 1876.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato, e steso su carta filigranata col bollo ordinario di una lira avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore, od uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno:

1. Fare presso la Direzione suddetta, ovvero nelle Casse dei depositi e prestiti, o delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 11,300 in contanti, od in rendita del Debito Pubblico, al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito; tale deposito dovrà essere fatto non più tardi delle ore 4 pomeridiane del giorno antecedente a quello fissato per l'incanto.

2. Produrre un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

3. Esibire un attestato di persona dell'arte confermato dal direttore del Genio Militare locale, il quale sia di data non anteriore di sei mesi ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione di altri contratti d'appalto di opere pubbliche o private.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario di una lira e quelli che contengano riserve o condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni del Genio Militare od agli uffizi staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Mantova, addì 24 gennaio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: G. GAGNA.

357

GENIO MILITARE

DIREZIONE PROVVISORIA PER LE FORTIFICAZIONI DI SPEZIA

N. 52 d'ord.

Avviso di deliberamento d'appalto.

A termini dell'articolo 98 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica al pubblico che l'appalto di cui nell'avviso di asta del 5 gennaio 1876, per

Costruzione di una batteria sul contrafforte alto del Pezzino, presso Spezia, e del tronco di strada d'accesso alla batteria stessa, per italiane L. 717,000,

è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di lire 21 20 per cento.

Il pubblico è perciò diffidato che il termine utile, ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso non inferiori al ventesimo dell'ammontare netto risultante in lire 564,996, scadono alle ore 3 pomeridiane del giorno 10 febbraio 1876, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque intenda fare la suindicata diminuzione del vigesimo almeno, dovrà presentare apposita offerta in carta bollata da lire una, accompagnata col deposito, certificato di moralità e coll'attestato d'idoneità prescritti dal succitato avviso d'asta.

L'offerta può essere presentata all'ufficio della Direzione dalle ore 9 alle 11 antimerid. e dalle ore 2 alle 4 pomerid. di tutti i giorni, esclusi i festivi.

È facoltativo agli offerenti di presentare le loro offerte a tutte le Direzioni territoriali dell'Arma od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di queste ultime offerte però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima della scadenza del termine utile (fatali) e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito e comprovata la loro moralità ed idoneità come sopra.

Dato in Spezia, addì 25 gennaio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: G. L. BRUZZONE.

467

DIREZIONE DEL GENIO MILITARE DI NAPOLI

Avviso di deliberamento d'appalto.

A termine dell'articolo 98 del regolamento 4 settembre 1870, si notifica che l'appalto di cui negli avvisi d'asta 13 andante per l'impresa seguente:

Lavori di ordinaria manutenzione nei fabbricati militari marittimi nelle piazze di Napoli, Posilipo, Baia, Miseno, Castellammare, Ischia, Ponza e Ventotene, durante l'anno 1876, per la complessiva somma di lire centoseimila (106,000),

è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di lire 3 25 per 100.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso non minore del ventesimo scadono al mezzodì del giorno 5 del prossimo febbraio, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del vigesimo, deve, all'atto della presentazione della relativa offerta stesa su carta filigranata col bollo ordinario di una lira, accompagnarla:

a) Da un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'Autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati;

b) Da un attestato di persona dell'arte, confermato dal direttore del Genio militare di Napoli, il quale sia di data non anteriore di sei mesi, ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione d'altri contratti d'appalto di opere pubbliche o private;

c) Fare presso la Direzione suddetta, ovvero nelle Casse dei Depositi e Prestiti, o delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 10,600 in contanti od in rendita del Debito Pubblico al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

L'offerta redatta come sopra può essere presentata all'ufficio della Direzione suddetta dalle ore 9 antimeridiane alle ore 3 pomeridiane nei giorni precedenti quello suindicato.

Sarà facoltativo inoltre agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'Arma od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima della suindicata scadenza dei fatali, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Dato in Napoli, addì 26 gennaio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: T. BUCCI.

458

COMPAGNIE DES SALINES DE SARDAIGNE

Messieurs les actionnaires de la Compagnie des Salines de Sardaigne sont prévenus que, suivant délibération du Conseil d'administration, l'assemblée générale annuelle ordinaire aura lieu le **11 mars** prochain, à midi, au siège de la Compagnie, à Gênes, rue Sainte-Agnès, N° 2.

448

AVVISO.

(3ª *pubblicazione*)

Si rende pubblicamente noto per tutti gli effetti delle veglianti leggi che la R. Corte di appello di Firenze con suo decreto proferito in camera di consiglio nel 7 dicembre 1875 statuiva quanto segue:

Autorizza la Direzione Generale del Debito Pubblico a tramutare senza alcuna responsabilità nel modo che appresso la rendita nominativa totale di lire tremilaseicentodieci (consolidato 5 per cento), inscritta a favore delle principesse Borbone Maria Antonietta e Maria Annunziata di S. A. R. don Francesco di Paola conte di Trapani, risultante dal certificato di n. 140748, per lire tremiladuecentodieci, e dall'altro certificato di n. 24960, per lire quattrocento, rilasciati rispettivamente nel 15 novembre 1867 dalla Direzione di Napoli, e nel 24 febbraio 1871 dalla Direzione di Firenze coi numeri 70341 e 46665 del registro di posizione.

È dichiarato che simil vendita spetta per lire milleottocentocinque, e così per una metà in pieno dominio della principessa Maria Antonietta di Borbone, e che l'altra metà per la morte dell'intestataria principessa Maria Annunziata di Borbone spetta a parti eguali (meno le frazioni da accrescersi alla quota della minorenne principessa Maria Carolina) a quest'ultima a' suoi genitori Francesco di Paola conte di Trapani e donna Isabella di Lorena di lui consorte, non che a Maria Antonietta di Borbone contessa di Caserta, quali eredi intestati della rammentata princª Maria Annunziata. Autorizza pure la Direzione suddetta a consegnare ai ricorrenti o loro legittimi mandatarii in sostituzione degli enunciati titoli di rendita, i seguenti certificati, cioè:

Quanto alla principessa Maria Antonietta di Borbone contessa di Caserta, un certificato al portatore di lire duemiladuecentocinquantacinque;

Quanto al principe don Francesco di Paola duca di Trapani ed alla principessa Isabella di Lorena, di lui consorte, un certificato al portatore di lire quattrocentocinquanta per ciascuno;

E finalmente quanto alla principessa Maria Carolina e per essa al di lei legale rappresentante il conte di Trapani, un certificato nominativo di lire quattrocentocinquantacinque.

48

REGIA PRETURA
del 5° Mandamento di Roma.

A richiesta della Compagnia Israelitica di Roma, Mosassè Sciatim, e per essa Roccas Salomone, domiciliato per elezione in via dell'Anima, n. 45, presso il procuratore Domenico Valenzi,

Io Muzio Camillo, usciere presso la suddetta pretura, ho citato Pace Simone del fu Isacco, d'incognito domicilio, residenza e dimora, ed a mente dell'articolo 141 del Codice di procedura civile a comparire nanti il Regio pretore del mandamento suddetto, in piazza S. Egidio, n. 1, all'udienza del ventiquattro prossimo febbraio, alle ore 12 meridiane, per sentirsi condannare solidalmente a Mosè Giacobbe Pace al pagamento di lire 300 87, sorte ed interessi di mutuo fruttifero a tutto gennaio corrente contratto da David Isach ed Israel fratelli Fiano, nonchè alle spese di giudizio.

Roma, 28 gennaio 1876.

468 MUZIO CAMILLO usciere.

GENIO MILITARE - DIREZIONE DI GENOVA

N. 2 d'ord. AVVISO D'ASTA.

Stante la deserzione del primo incanto, si notifica al pubblico che nel giorno 5 febbraio 1876, alle ore 2 pomeridiane, si procederà in Genova avanti il direttore del Genio militare e nel locale della Direzione suddetta, situato nel padiglione dell'Arco, Salita S. Stefano, n. 1, nuovamente all'appalto seguente:

Lavori di ordinaria manutenzione delle fortificazioni e dei fabbricati militari della Piazza di Genova durante il triennio 1876-77-78, *ascendenti a lire* 180,000.

A termini dell'art. 43 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, si avverte che in questo nuovo incanto si farà luogo al deliberamento qualunque sia il numero dei concorrenti e delle offerte.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta nel locale suddetto.

Sono fissati a giorni 5 i fatali, ossia il tempo utile per presentare l'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione decorribili dal mezzodì del giorno di deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore dell'offerente il quale nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata col bollo ordinario di una lira avrà maggiormente migliorato od almeno raggiunto il ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo d'incanto, la quale verrà aperta dopo che si saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno esibire alla Commissione, contemporaneamente alla presentazione dei partiti stessi, i seguenti documenti:

1. Una ricevuta della Direzione suddetta constatante d'aver fatto presso la Direzione stessa, ovvero nella Cassa dei depositi e prestiti o delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 18,000 in contanti od in rendita al portatore del Debito Pubblico del Regno al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

2. Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dalla Autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

3. Un attestato di persona dell'arte, confermato dal direttore del Genio militare locale, il quale sia di data non anteriore di sei mesi, ed assicuri che lo aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione d'altri contratti d'appalto d'opere pubbliche o private.

I depositi tanto in effettivo contante od in rendita, quanto delle quietanze rilasciate dalle Tesorerie o Cassa di cui sopra, dovranno essere fatti presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto, dalle ore 9 alle 11 antimeridiane del giorno fissato pel medesimo.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'Arma od agli uffizi staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo e giustificata la loro moralità ed idoneità come sopra.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario di una lira, e quelli che contengono riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di segreteria, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Dato a Genova, 27 gennaio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: C. A. TORELLI.

457

SOCIETÀ BACOLOGICA NAZIONALE ITALIANA

FIRENZE, VIA DI MEZZO, 33

Al seguito di deliberazione presa dal Consiglio di amministrazione, i signori azionisti sono convocati in adunanza generale straordinaria, nel locale di sua residenza, a ore 12 meridiane del 17 febbraio 1876, per discutere e deliberare sul presente

Ordine del giorno:

A. Modificazioni allo statuto sociale, nel senso di:

1. Chiudere i conti ed operare i bilanci alla fine di aprile di ogni anno;
2. Stabilire nel mese di giugno la assemblea generale ordinaria degli azionisti, per la approvazione dei bilanci e quant'altro occorre.
3. Sopprimere la pubblicazione del giornale *La Sericultura*, organo della Società.

B. Relazione della Direzione Generale sullo stato sociale e proposta di sospensione del pagamento di interessi ed utili, fino a che la prossima assemblea generale ordinaria non abbia deliberato in proposito.

C. Autorizzazione al direttore generale di concordare quelle varianti che il R. Governo possa apportare alle proposte modificazioni, salva sempre la sostanza delle medesime.

A forma dell'art. 14 dello statuto sociale, faranno parte dell'assemblea tutti gli azionisti possessori almeno di 4 azioni, che ne abbiano fatto il deposito nella Cassa della Società, tre giorni prima di quello stabilito per la riunione. La ricevuta rilasciata agli azionisti all'atto del deposito servirà loro come carta di ammissione.

Firenze, li 27 gennaio 1876.

LA DIREZIONE GENERALE.

466

DIREZIONE DEL GENIO MILITARE

NELLA PIAZZA DI CAPUA

Avviso d'Asta.

Si notifica che nel giorno 9 febbraio 1876, alle ore 11 precise, si procederà in Capua avanti il direttore del Genio militare e nel locale della Direzione suddetta, al 2° piano del Padiglione Gesù Grande in piazza Landolfo, all'appalto seguente:

Lavori di ordinaria manutenzione delle fortificazioni e fabbriche militari in Capua, S. Maria ed Aversa, pel triennio 1876-77-78, *nella totale somma di L.* 69,000.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta, nel locale suddetto, dalle ore 8 antimeridiane alle ore 2 pomeridiane.

Sono fissati a giorni 5 i fatali per il ribasso del ventesimo decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta bollata di lira una, avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o eguale del ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno:

a) Produrre un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'Autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

b) Presentare un attestato di persona dell'arte, confermato dal direttore del Genio militare di Capua, il quale sia di data non anteriore di sei mesi ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione di altri contratti d'appalti di opere pubbliche o private;

c) Fare presso la Direzione suddetta, o nelle Casse delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 6900 in contanti, od in rendita del Debito Pubblico al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito, pari all'importo del decimo dell'appalto.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno esser fatti dalle ore 9 alle ore 10 del giorno 9 febbraio 1876.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'arma od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto o se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Dato in Capua, addì 27 gennaio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: G. VIZIO.

460

PROVINCIA DI VENEZIA - COMUNE DI VENEZIA

AVVISO D'ASTA di secondo esperimento.

Caduto deserto per mancanza di oblatori l'esperimento d'asta fissato pel 14 gennaio corrente, il sottoscritto ripete l'avviso che alla presenza del sindaco, o di un suo delegato, avrà luogo in questo ufficio comunale nel giorno 10 del mese di febbraio p. v., alle ore 11 di mattina, un secondo esperimento d'asta per l'appalto novennale dei lavori necessari pel collocamento in opera sopra piatte, disfacimento e trasporto nel magazzino di deposito del materiale dei ponti votivi sul Canal Grande e su quello della Giudecca, nella ricorrenza della festività di S. Antonio, del Redentore e della Salute, al prezzo fiscale di lire 7352 61 annue, pagabili all'assuntore nella misura e sotto le condizioni stabilite dall'articolo 29 del capitolato speciale.

Il lavoro suindicato sarà consegnato dall'ingegnere municipale e compiuto nel termine fissato dal capitolato speciale.

I capitoli d'onere generali e parziali sono ostensibili in tutte le ore d'ufficio presso il cancelliere della segreteria generale del Municipio, e l'incanto avrà luogo secondo le prescrizioni del regolamento per la Contabilità dello Stato pubblicato col R. decreto 4 settembre 1870, N. 5852.

L'asta seguirà col metodo di candela vergine per deliberare al miglior offerente il lavoro sopraddetto, avvertendosi che verrà deliberato l'appalto quand'anche non vi fosse che un solo concorrente.

Oltre alla produzione dei certificati richiesti dall'articolo 1° delle condizioni generali e delle dichiarazioni indicate nell'articolo stesso e del successivo articolo 2, gli aspiranti dovranno cautare le loro offerte col deposito di L. [illegible] nei modi e sotto le condizioni stabilite dall'articolo 3.

Per le competenze e per le spese dell'asta e del contratto, che sono a tutto carico del deliberatario, saranno depositate lire 200, salva liquidazione e conguaglio.

Il termine utile per la produzione delle schede portanti il ribasso non minore del ventesimo sul prezzo conseguito nel primo esperimento, scadrà il giorno 25 febbraio p. v., alle ore due pomeridiane.

Venezia, li 20 gennaio 1876.

IL SEGRETARIO GENERALE [illegible]

441

(3ª pubblicazione)

SOCIETÀ DELLE FERROVIE ROMANE

Avviso d'Asta.

Alle ore 12 meridiane del dì 21 febbraio prossimo, in una delle sale della Direzione generale delle Ferrovie Romane in Firenze (Piazza Vecchia di Santa Maria Novella, n. 7, p. p.), avanti il direttore generale della Società o di un suo rappresentante, si addiverrà colle norme infraindicate e col metodo dei partiti segreti recanti il ribasso di un tanto per cento, all'incanto per lo appalto della costruzione del terzo tronco della ferrovia Laura-Avellino, compreso fra le progressive chilometriche 22135,93 e 30262, esclusa la provvista delle travate metalliche, delle tettoie in ferro, dei ferramenti per l'armamento, non che la posa dell'armamento stesso, ed esclusi i lavori di chiusura e delimitazione, con obbligo però dell'accollatario di provvedere i termini necessari per la delimitazione stessa.

La spesa presunta soggetta a ribasso d'asta è di lire 1,400,000.

Coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno nell'indicato giorno, ora e luogo presentare le loro offerte (escluse quelle per persona da dichiararsi), estese su carta bollata da una lira, debitamente sottoscritte e suggellate entro busta, coll'indicazione: *Offerta per l'accollo del terzo tronco della linea Laura-Avellino.* L'appalto sarà quindi deliberato a quello che risulterà il migliore offerente, e ciò a pluralità di offerte, purchè sia stato raggiunto il minimo di ribasso stabilito in apposita scheda segreta.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del capitolato generale governativo, del capitolato speciale d'appalto in data 6 dicembre 1875, e dei due articoli addizionali in aggiunta a quest'ultimo capitolato, visibili assieme alle altre carte del progetto nel suddetto ufficio della Direzione generale a Firenze, presso l'ufficio della Delegazione sociale in Roma (S. Carlo al Corso, n. 439-A), ed in Napoli presso l'Ispezione del movimento (Stazione centrale di Napoli).

Il lavoro dovrà darsi compiuto nel termine di mesi 18 a decorrere dal giorno in cui si intraprenderà la relativa consegna.

Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno nell'atto della medesima:

1. Presentare i certificati d'idoneità e di moralità prescritti dall'art. 2 del capitolato generale governativo suddetto.

2. Esibire la ricevuta del cassiere della Società o di una delle Tesorerie provinciali dello Stato, comprovante il deposito interinale di lire 90,000 in contanti o in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato, valutate al corso di Borsa del giorno.

La cauzione definitiva è di lire 120,000 effettive, da prestarsi immediatamente per intero in cartelle come sopra valutate al corso di Borsa, e da depositarsi nella Cassa dei depositi e prestiti.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 15 successivi all'aggiudicazione stipulare il relativo contratto, riservata la sanzione del Consiglio di amministrazione e quella del Governo.

Il termine utile per presentare alla predetta Direzione generale in Firenze offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiore al vigesimo, resta stabilito a giorni 8 successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento, il quale sarà pubblicato in Firenze, Roma e Napoli.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

La Società si riserva il diritto di escludere le offerte delle persone che nell'eseguire altre imprese si siano rese colpevoli di negligenza o di mala fede, tanto verso la Società medesima, quanto verso il Governo o i privati.

Firenze, li 21 gennaio 1876.

Il Direttore Generale
G. DE MARTINO.

330

BANCA ITALO-GERMANICA
IN LIQUIDAZIONE

AVVISO.

La convocazione degli azionisti della Banca Italo-Germanica in liquidazione nel giorno 29 gennaio corrente non ha potuto avere effetto per mancanza del numero di azioni prescritto dall'art. 33 dello statuto sociale, ed alcuni dei signori azionisti hanno manifestato il desiderio che nell'ordine del giorno per la nuova convocazione siano comprese le deliberazioni che l'Assemblea giudicasse per avventura opportune a prendere intorno al sistema o al personale di amministrazione e di liquidazione. Conseguentemente si convocano di nuovo gli azionisti di detta Banca in assemblea generale primaria, a ore 1 pom. del giorno 14 febbraio prossimo, negli uffici della Banca stessa in Roma, via Cesarini, nº 8, primo piano, col seguente

Ordine del giorno:

1º Resoconto della liquidazione al 31 dicembre 1875.

2º Relazione dei censori.

3º Comunicazioni della Commissione liquidatrice.

4º Deliberazioni dell'Assemblea sulle proposte che venissero presentate intorno al personale o al sistema di amministrazione e di liquidazione.

AVVERTENZE.

Per essere ammesso all'assemblea l'azionista dovrà depositare almeno dieci azioni, descrivendone i numeri sopra moduli stampati, otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea, cioè entro il 6 febbraio prossimo.

Il deposito potrà farsi:

In **Roma**, presso la Banca Italo-Germanica.

In **Venezia**, presso la Banca Veneta di Depositi e Conti Correnti.

In **Milano**, presso i signori Vogel e C.

In **Firenze**, presso i signori Federigo Wagnière e C.

In **Francoforte S|M.**, presso i signori Fratelli Sulzbach.

NB. I depositi fatti per l'assemblea del 29 gennaio e non ritirati, serviranno egualmente per l'assemblea del 14 febbraio.

Roma, 29 gennaio 1876.

La Commissione Liquidatrice.

455

(3ª pubblicazione)

BANCA DI CREDITO VENETO IN VENEZIA

Il Consiglio d'amministrazione della Banca di Credito Veneto, in Venezia, a termini dell'articolo 33 dello statuto sociale, convoca i suoi azionisti in assemblea generale straordinaria pel giorno 13 febbraio p. v., alle ore 12 meridiane, ed in assemblea generale ordinaria alle ore 1 pomeridiane dello stesso giorno, nella sede della Banca a S. Benedetto, palazzo Martinengo, per deliberare sui seguenti

ORDINI DEL GIORNO.

Convocazione straordinaria.

1º Proposta del Consiglio d'amministrazione:

a) Per la riduzione del capitale;

b) Per subordinata riduzione del numero delle azioni;

c) Riduzione del numero dei consiglieri.

2º Modificazioni ad alcuni articoli dello statuto in seguito all'eventuale adozione delle proposte al n. 1, lettere *a*, *b*, *c*.

Convocazione ordinaria.

1º Rapporto del Consiglio d'amministrazione sull'esercizio sociale al 31 dicembre 1875;

2º Relazione dei revisori dei conti (art. 32 dello statuto);

3º Approvazione del bilancio;

4º Nomina dei membri del Consiglio di amministrazione e dei revisori dei conti.

Il deposito delle azioni dovrà esser fatto non più tardi del giorno 3 febbraio, a scelta degli azionisti.

Venezia, presso la sede della Banca di Credito Veneto.

Trieste, presso i signori Morpurgo e Parente.

Torino, presso la Banca di Torino.

Milano, presso la Banca industriale e commerciale.

Venezia, 18 gennaio 1876.

Il Presidente del Consiglio d'Amministrazione
N. PAPADOPOLI.

Il Direttore: ARNOLDO LEVY.

Per le proposte in convocazione straordinaria di cui al n. 1 (lettere *a*, *b*, *c*) e n. 2 l'assemblea delibera validamente coll'intervento di 25 soci aventi diritto a voto e rappresentanti 1|3 del capitale sociale.

Per le proposte in convocazione ordinaria di cui ai numeri 1, 2, 3, 4 occorre l'intervento di 15 azionisti rappresentanti 1|6 del capitale sociale.

Estratto dello Statuto sociale.

Art. 34. L'adunanza generale si compone di tutti i soci che dieci giorni prima di quello fissato per l'adunanza risultino dai registri possessori di almeno venti azioni nominative, ovvero abbiano nel termine stesso depositato almeno venti azioni al portatore, sia nella Cassa della Società, sia presso quegli altri Istituti che saranno designati nell'avviso di convocazione.

Art. 35. Ogni venti azioni danno diritto ad un voto.

Nessuno potrà avere più di dieci voti, qualunque sia il numero delle azioni possedute o rappresentate.

Per l'ammissione alle adunanze, le azioni coi relativi certificati devono essere in perfetto corrente col pagamento delle rate sociali.

Art. 36. L'azionista avente diritto di voto può farsi rappresentare alle adunanze generali da altro azionista egualmente avente diritto di voto mediante mandato espresso sullo stesso biglietto.

Art. 38. Per la validità delle deliberazioni dell'assemblea generale è necessario che siano presenti almeno 15 azionisti, e che i votanti rappresentino almeno il sesto del capitale sociale.

Art. 39. Qualora nel giorno fissato per la convocazione, sia ordinaria che straordinaria, non intervenga un numero di azionisti e una rappresentanza di voti sufficienti per la validità delle deliberazioni, l'assemblea sarà nuovamente convocata, con intervallo dalla prima non maggiore di giorni venti.

Questa seconda convocazione è fatta mediante avviso pubblicato per tre volte nei giornali di cui sopra, almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'assemblea.

L'avviso dovrà avvertire che le deliberazioni prese in questa seconda riunione saranno valide qualunque sia il numero dei socii presenti, e delle azioni rappresentate.

Però in detta riunione non si potrà deliberare che sulle materie poste all'ordine del giorno per l'adunanza di prima convocazione.

Art. 44. (Vedi Statuto). 391

BANCA ROMANA

L'adunanza generale ordinaria degli azionisti della Banca Romana è convocata pel giorno di giovedì 17 dell'imminente febbraio, alle ore 12 meridiane, nella residenza della Banca stessa, suo palazzo, via della Pigna, nº 14.

Il deposito delle azioni (art. 83 degli statuti) per prender parte all'adunanza dovrà farsi nella Cassa della Banca stessa sino alle ore 2 pomeridiane del giorno di lunedì 14 febbraio.

Ordine del giorno:

1º Presentazione del bilancio dell'anno 1875 e relativo rapporto dell'Amministrazione.

2º Relazione del Consiglio de'censori sulla sindacazione del bilancio stesso.

3º Deliberazioni sul bilancio e sulla erogazione degli utili.

Roma, 28 gennaio 1876.

Il Presidente del Consiglio dei Censori
Dª DI CASTELVECCHIO.

477

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ROMA

AVVISO D'ASTA (N° 591)

per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036 e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 11 antim. del giorno 24 febbraio 1876, nell'ufficio della Regia prefettura in Roma, alla presenza d'uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. Gl'incanti si terranno per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà essere fatto sia in numerario o biglietti di Banca in ragione del 100 per 100, sia in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa a norma dell'ultimo listino pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* anteriormente al giorno del deposito, sia in obbligazioni ecclesiastiche al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo, e che si vendono col medesimo.

4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10ª dell'infrascritto prospetto.

5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli art. 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n° 3852.

6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7. Entro 10 giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella colonna 9ª in conto delle spese e tasse relative, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa staranno a carico dei deliberatari per i lotti loro rispettivamente aggiudicati, avvertendo che la spesa d'inserzione nella Gazzetta provinciale è solamente obbligatoria per quei lotti il cui prezzo d'asta superi le lire 8000.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, nonchè gli estratti delle tabelle e i documenti relativi saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 antim. alle ore 4 pomerid. nell'ufficio dell'Intendenza di Finanza in Roma.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie gravanti gli stabili rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti dai canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° d'ordine del presente	N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	DESCRIZIONE DEI BENI — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura locale	PREZZO d'incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	MINIMUM delle offerte in aumento sul prezzo di stima
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
(*) 1	2005	1348	Nel comune di Roma — Provenienza dalle Suore di Gesù e Maria in Albano — Fabbricato urbano, ad uso fienile, di un vano, sito in via dei Cerchi, n. 23, rione XII, confinante coi beni di Invernizzi, del Conte Bolognetti, e con la strada di S. Giorgio, in mappa al n. 234, col reddito imponibile di lire 412 50. Affittato dall'Ente morale a Galladini Giuseppe	»	»	8737 47	873 75	500	50

427 Roma, addì 24 gennaio 1876. (*) 3° incanto. Veggasi l'avviso n° 250. *L'Intendente*: CARIGNANI.

CAMERANO NATALE Gerente. ROMA — Tipografia Eredi Botta.